

**Communiqué de presse**  
Berne, le 25 septembre 2022

## **L'usam regrette le non à la réforme de l'impôt anticipé mais salue le rejet de l'initiative sur l'élevage intensif**

**L'Union suisse des arts et métiers usam regrette que la population suisse ait dit non à la réforme de l'impôt anticipé. C'est une occasion manquée de rapatrier des recettes fiscales en Suisse. En disant non à l'inutile initiative sur l'élevage intensif, les citoyennes et citoyens ont une fois de plus fait preuve de discernement.**

En rejetant la suppression partielle de l'impôt anticipé, la Suisse n'a rien gagné. En revanche, elle a une fois de plus manqué l'occasion de remédier à un désavantage lié au lieu d'implantation dans la concurrence fiscale internationale. Ceci est particulièrement regrettable dans la perspective de l'introduction du taux d'imposition minimal exigé par l'OCDE, qui fera perdre à la Suisse un avantage important en tant que place économique. En pratiquant avec succès le «bashing des grandes entreprises» lors de la campagne de votation, la gauche a rendu un bien mauvais service à la place économique suisse.

Les électrices et les électeurs ont reconnu que l'initiative sur l'élevage intensif était inutile et que les labels déjà existants dans le domaine du bio et du bien-être animal suffisaient amplement. Ce rejet montre une fois de plus que les initiatives radicales n'ont aucune chance auprès de la population suisse.

### **Plus d'information**

**Fabio Regazzi**, président de l'usam, portable 079 253 12 74  
**Hans-Ulrich Bigler**, directeur de l'usam, portable 079 285 47 09  
**Daniela Schneeberger**, vice-présidente de l'usam, portable 079 233 84 80  
**Diana Gutjahr**, membre du comité directeur de l'usam, portable 079 668 10 03

Plus grande organisation faîtière de l'économie suisse, l'Union suisse des arts et métiers usam représente plus de 230 associations et plus de 600 000 PME, soit 99,8% des entreprises de notre pays. La plus grande organisation faîtière de l'économie suisse s'engage sans répit pour l'aménagement d'un environnement économique et politique favorable au développement des petites et moyennes entreprises.